

For'UM Union pour la Méditerranée / **Marseille, jeudi 27 mai 2010**

Union for the Mediterranean "For'UM" meeting / **Marseille, 27 May 2010**

DISCOURS /SPEECH

Christine LAGARDE

Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.
Minister of Economic Affairs, Industry and Employment.

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Commissaire [*Stefan FULE, chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage*],

Mesdames et Messieurs,

Chers amis méditerranéens,

Albert LONDRES, l'un des plus grands reporters français, écumait la Méditerranée secouée des années 1920 en Italie, en Serbie, en Grèce et en Turquie. Il embarquait à chaque fois depuis Marseille, cette « porte du Sud » qu'il a glorifiée dans un ouvrage. **Marseille, porte de tous les Sud, ajouterais-je en vous présentant la diversité des projets et des financements de l'Union pour la Méditerranée (UpM).**

Marseille qui s'est beaucoup investie depuis le lancement de l'UpM comme au cours de la réunion ministérielle de novembre 2008 où fut décidé d'installer le siège de l'organisation à Barcelone. Marseille au cœur des enjeux et des projets portés par l'UpM que ce soit dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, ou des transports. Des projets que nous avons souhaités naturellement concrets comme celui de 5 Mds € sur les énergies renouvelables pour les cinq prochaines années par trois banques de développement (AFD, KfW, BEI) lors de la réunion UpM des Ministres du développement durable à Paris le 25 juin dernier. Nous mesurons en effet, face au

changement climatique et aux nouveaux besoins énergétiques, de travailler à la sécurité énergétique et à l'interconnexion entre les pays des deux rives en favorisant la production d'énergies renouvelables.

Sans oublier d'**apporter des leviers de croissance au secteur privé** par la modernisation des infrastructures nécessaires au développement. Aussi souhaiterais-je revenir sur les efforts consentis par les institutions financières (I) françaises et (II) européennes et internationales pour faire émerger les projets développés dans le cadre de la coprésidence de la France et de l'Égypte pour renforcer les ressources de financement de ces projets.

* * *

I. L'engagement des acteurs français

a. l'Agence Française du Développement (AFD)

Au cours de l'année 2009, l'AFD a augmenté de 33% [par rapport à 2008] ses engagements dans la région Méditerranée Proche-Orient pour atteindre 855 M€

Ils recouvrent surtout à 95% les thématiques prioritaires de l'UpM : appui aux entreprises, dépollution de la Méditerranée, développement et transport urbain, énergie et plan solaire méditerranéen, stratégie de l'eau en Méditerranée et agriculture / sécurité alimentaire. Au cœur de cette politique, il faut distinguer deux nouveaux instruments spécifiques à nos projets :

- i. **Premier instrument créé** : la Facilité d'Investissement de Soutien Economique à la Méditerranée (FISEM). **Dotée de 250 M€ la FISEM apportera un appui financier aux PME à travers des prises de participation directe ou via des fonds d'investissement.** Elle agira sur la recapitalisation du secteur financier pour accroître ses capacités d'intervention en faveur des PME et participera au financement des grands projets industriels afin de stimuler le tissu des PME et des sous-traitants locaux.

- ii. L'AFD a également décidé de déployer en Méditerranée un fonds de garantie des PME/PMI, **l'ARIZ – Assurance pour le Risque de financement de l'Investissement privé en Zone d'intervention de l'AFD**, avec un objectif d'engagements de 75 M€ en 2010 et 100 M€ à partir de 2011. Il s'agit de **faciliter l'accès des PME au crédit** en proposant des produits aux banques de la zone méditerranéenne.

L'AFD s'est enfin engagée, aujourd'hui même, en signant avec OSEO, l'association ANIMA et la Caisse des Dépôts **la création du Fonds d'Amorçage de Réalisation et d'Orientation, le FARO, tourné à l'instar du célèbre Palais marseillais – mais avec un F, vers la Méditerranée.**

Il vise à mettre en œuvre un outil au service des petits porteurs de projets innovants, qui consentira des subventions d'amorçage et fédérera des acteurs sur le micro-financement innovant. Il sera intéressant d'entendre les conclusions de la session d'échange relative au développement économique dont une partie était consacrée à un échange sur les différentes expériences en matière de fonds d'amorçage et à une éventuelle mise en réseau de ces fonds.

b. Caisse des Dépôts (CDC)

Hier [*mercredi 26 mai*], la Caisse de dépôt et de gestion du Maroc (CDG) et la banque égyptienne EFG HERMES, aux côtés de la CDC, de la Cassa depositi e prestiti et de la BEI ont souscrit à Paris à la mise en place d'InfraMed. Ils ont apporté collectivement 385 M€ à la première levée : **le fonds InfraMed est aujourd'hui une réalité et je m'en réjouis.**

Il est aussi le premier instrument de financement de l'Union pour la Méditerranée et le plus important fonds d'infrastructure de la région MENA [*Middle East North Africa*] avec **un objectif de collecte de 1 Md€ d'ici 2011**. Son originalité repose sur un partenariat avec les institutions financières de la rive sud de la Méditerranée. C'est ainsi que, vont investir en fonds propres dans des projets d'infrastructures urbaines, de transport et énergétiques, et encourager les levées de fonds auprès des investisseurs locaux.

La CDC promeut un autre projet ambitieux qui s'inscrit dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) mis en œuvre dans le Protocole de Kyoto. Il s'agit de la création d'**un fonds carbone Méditerranée, en partenariat avec l'AFD/Proparco, la BEI, la Cassa Depositi e Prestiti et KfW, ayant pour but de financer, jusqu'en 2020, la composante « émissions de carbone évitées » des projets labellisés au titre du Plan Solaire Méditerranéen.** Il faut rappeler l'intérêt qu'apporte au financement de projets le Mécanisme de Développement Propre : il améliore leur *cash-flow* par des recettes financières additionnelles et contribue à l'atténuation du surcoût qui entrave actuellement le déploiement des projets d'énergie renouvelable du Plan Solaire Méditerranéen. Un projet souhaité dès l'origine de l'UpM par la coprésidence de la France et de l'Égypte dans la continuation de la coopération engagée depuis 1995 avec tous nos partenaires européens. Je me réjouis, qu'à nos côtés, ils participent pleinement à la réalisation des objectifs de l'UpM.

II. L'engagement de la Commission européenne et des bailleurs multilatéraux

a. La Commission européenne

La Commission européenne est présente dans le processus grâce à son Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP), à la Facilité Euro-Méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat (FEMIP) ou d'autres mandats pour aider au financement de projets.

S'agissant de l'IEVP, 2,8 Md€ ont été accordés sous forme de don pour le Sud et l'Est de la Méditerranée pour la période 2011-2013. Ces instruments financent de l'assistance technique, de l'appui budgétaire pour moderniser certaines politiques publiques, mais ils contribuent aussi à la Facilité d'Investissement Voisinage (FIV) pour le financement d'infrastructures avec d'autres bailleurs de fonds.

A ce jour, **cette facilité a approuvé au total 112 M€ en faveur**, s'inscrivant en appui de certains grands projets de l'UpM : (i) la dépollution de la Méditerranée

avec trois grands projets d'assainissement d'eau ; (ii) le plan solaire méditerranéen avec deux projets d'énergies renouvelables et dans le domaine des transports.

Je laisse toutefois, au Commissaire FULE, le soin de présenter plus précisément l'action de la Commission européenne en la matière.

b. La BEI et la Banque Mondiale

La BEI, par son outil FEMIP [*Facility for Euro-Mediterranean Investment and Partnership*], propose des prêts à long terme pour des projets d'infrastructures ou d'investissements privés.

C'est, en volume d'investissements, **la première institution financière internationale dans la zone avec un investissement de près de 8,5 Md€** dans les neuf pays partenaires méditerranéens au travers de 125 projets, entre octobre 2002 et décembre 2008.

La Banque mondiale aussi a mobilisé près de 4 Md\$ dans le bassin méditerranéen en 2009, dont la moitié aux investissements dans le secteur de l'énergie. Je me limiterai à quelques chiffres, dans la mesure où vous pourrez bénéficier de la présence de la vice-présidence MENA de la Banque Mondiale dans la prochaine session. Je souhaiterai tout de même évoquer la **décision du Clean Technology Fund (CTF) en décembre dernier d'adopter un plan d'investissement dans l'énergie solaire (d'un montant de 5,6 Mds pour la réalisation de 11 centrales), auquel il contribuera à hauteur de 750 M\$.**

Ce plan, qui devrait favoriser la réduction du coût des équipements et installations des centrales solaires à concentration de chaleur à l'échelle internationale, permettra également d'engager les pays récipiendaires dans une voie technologique particulièrement prometteuse pour l'une des régions les plus ensoleillées de la planète. L'objectif assigné aux projets de l'UpM est bien de correspondre à la réalité économique des pays du bassin méditerranéen.

* * *

Notre engagement répond, depuis le début à ces enjeux les acteurs publics se sont mobilisés pour avancer ensemble. Mais ce sont aussi les entreprises de la région, qui feront la réussite de ce beau projet. L'action publique ne peut pas tout si elle n'associe dans la réflexion et l'action les forces du secteur privé.

J'engage maintenant les investisseurs privés à suivre le sillage de ces bailleurs institutionnels et à apporter leurs financements et leur expertise à ces projets. C'est pourquoi au mois de décembre dernier, **le Président de la République a confié à Charles MILHAUD, le soin de présider une commission chargée d'étudier la possibilité de créer une banque dédiée au financement du codéveloppement en Méditerranée.** Dix personnalités méditerranéennes du secteur financier ont participé aux travaux que Charles MILHAUD vous présentera également. Les membres de l'Union pour la Méditerranée, les entreprises, PME et grands groupes, et les investisseurs des deux rives ont un intérêt commun à intégrer leurs projets de développement dans cet espace économique et humain et à ce que le bassin méditerranéen redevienne un carrefour stratégique des échanges mondiaux.

Je vous remercie